



ARRETE

ANNEE N° 2017-390 MESRS/DC/SGM/DAF/CCMP/SA/033SGG17

PORTANT ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE
LA CELLULE DE CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (CCMP)

LA MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA
RECHERCHE SCIENTIFIQUE,



- la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu la loi n° 2009-02 du 07 août 2009 portant Code des Marchés publics et des délégations de service public en République du Bénin ;
- Vu le décret n° 2010-496 du 26 novembre 2010 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Personne Responsable des Marchés Publics, des Commissions de Passations des Marchés Publics et des Cellules de Contrôle des Marchés Publics ;
- Vu la décision portant proclamation, le 30 mars 2016 par la Cour Constitutionnelle, des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 20 mars 2016 ;
- Vu le décret n° 2016-264 du 06 avril 2016 portant composition du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 2016-292 du 17 mai 2016 fixant la structure-type des ministères ;
- Vu le décret n° 2016-419 du 20 juillet 2016 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;
- Considérant les nécessités de service,

ARRETE :

CHAPITRE I : MISSION ET ATTRIBUTIONS

Article 1^{er} :

La Cellule de Contrôle des Marchés Publics assure le contrôle à priori des opérations de passation des marchés publics dont les montants sont inférieurs aux seuils fixés par le décret n° 2011-479 du 08 juillet 2011.

Article 2 :

La Cellule de Contrôle des Marchés Publics est chargée de :

- procéder à la validation du Plan de Passation des Marchés Publics de l'Autorité contractante et des dossiers d'appel d'offres avant le lancement de l'appel à la concurrence ;
- accorder, à la demande de l'autorité contractante, les autorisations et dérogations nécessaires, en conformité avec les textes en vigueur;
- assister aux opérations d'ouverture des plis ;
- procéder à la validation du rapport d'analyse comparative des propositions et du procès-verbal d'attribution provisoire du marché ;
- procéder à un examen juridique et technique du dossier du marché avant son approbation et, au besoin, soumettre à la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), toute demande d'éclaircissement et de modification, de nature à garantir la conformité du marché avec le dossier d'appel d'offres et la réglementation en vigueur ;
- procéder à la validation des projets d'avenants ;
- apporter, en cas de besoin, un appui technique à l'Autorité contractante ;
- établir à l'attention de l'autorité contractante un rapport annuel d'activités.

CHAPITRE II : COMPOSITION ET FONCTIONNEMENT

Article 2 :

La Cellule de Contrôle des Marchés Publics est composée de :

- un chef de cellule ;
- un juriste ;
- un spécialiste en passation des marchés publics ;
- deux cadres de catégorie A, échelle 1 ;
- un ingénieur des travaux publics.

La cellule peut faire appel à toutes personnes dont la compétence serait jugée nécessaire. Pour assurer sa mission, le CCMP dispose de :

- un secrétariat ;
- un service des études ;
- un service du suivi et de contrôle.

Article 3 :

Le secrétariat est chargé :

- de veiller à l'enregistrement, au traitement et à l'expédition du courrier ;
- de s'occuper de la reprographie des documents ;

- d'exécuter toutes les tâches à lui confiées par le Chef de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics.

Article 4 :

Le service des études (SE) est chargé :

- d'étudier et vérifier les projets d'appels d'offres et de marchés ;
- de procéder au suivi du lancement des appels à la concurrence ;
- de porter un jugement critique sur les travaux effectués par la Commission de Passation du marché, de les valider si les montants des marchés sont inférieurs au seuil marquant la limite de compétence ou de les transmettre par voie hiérarchique à la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics si ces montants sont supérieurs audit seuil ;
- d'examiner et valider les projets d'avenant et les demandes de dérogation et d'autorisation si les montants des marchés sont inférieurs au seuil marquant la limite de compétence ou de les transmettre par voie hiérarchique à la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics si ces montants sont supérieurs audit seuil.

Article 5 :

Le Service de Suivi et du Contrôle (SSC) est chargé de :

- suivre l'exécution des marchés, notamment la gestion des contrats et des garanties, en collaboration avec les structures compétentes ;
- veiller au respect des indicateurs nationaux de passation des marchés au niveau de l'Autorité contractante ;
- participer à la réception des ouvrages, fournitures et services, objets des marchés ;
- rédiger, en collaboration avec la Cellule de suivi évaluation les rapports trimestriels et le rapport annuel de performance sur la passation et l'exécution des marchés de l'Autorité contractante.

Article 6 :

Le Chef de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics et les autres membres sont choisis parmi les cadres de la catégorie A, échelle 1 de la fonction publique, justifiant d'une expérience avérée dans le domaine des marchés publics ou de niveau équivalent s'ils devraient être choisis en dehors de l'Administration publique. Le Chef de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics a rang de directeur technique.

Le poste de chef de la cellule de contrôle des marchés publics est soumis à un appel à candidatures.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS GENERALES ET DIVERSES

Article 7 :

La Cellule de Contrôle des Marchés Publics dispose d'un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables à compter de la date de réception d'un dossier, pour se prononcer et transmettre sa décision à la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP).

Article 8 :

En cas de divergence ou de désaccord, les membres de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics peuvent réserver leur signature du rapport de contrôle. Dans ce cas, ils sont tenus d'adresser dans un délai maximum de cinq (05) jours, leur opinion par écrit à la Personne Responsable des Marchés Publics.

Article 9 :

Les avis et recommandations de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics doivent être motivés.

Si la décision de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) est favorable, la Personne Responsable des Marchés Publics poursuit la procédure de passation du marché ou de la délégation de service public.

Les différends entre la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP), la Commission de Passation des Marchés Publics (CPMP) et la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) sont soumis à l'arbitrage de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP).

Article 10 :

Les avis et recommandations de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics (CCMP) sont transmis par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) à la Direction Nationale de Contrôle des Marchés Publics (DNCMP) pour publication au journal des marchés publics.

Ils peuvent également être transmis par la Personne Responsable des Marchés Publics (PRMP) à tout soumissionnaire intéressé qui en fait la demande et pour autant qu'ils concernent les procédures auxquelles ce dernier a participé.

Article 11:

Le chef de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics rend compte trimestriellement et annuellement des activités de sa structure à l'Autorité contractante par voie hiérarchique.

Article 12 :

Les membres de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics ne peuvent pas être affectés de leur poste avant une durée de quatre (04) ans, sauf dans les cas suivants :

- à la demande de l'intéressé ;
- au départ à la retraite ou ;
- pour fautes lourdes dûment constatées.

Article 13 :

Les faits ci-après constituent une faute lourde au sens de l'article 13 ci-dessus :

- faux en écriture publique ;
- Corruption passive ou active ;
- non-respect du secret des délibérations et décisions ;
- divulgation du contenu des offres visant à favoriser ou à défavoriser l'un ou l'autre des soumissionnaires ;
- blocage délibéré portant préjudice à l'organisme public ;
- violation des dispositions des textes législatifs et réglementaires sur les marchés publics ;
- toutes autres fautes lourdes passibles de sanctions disciplinaires prévues par les textes réglementaires spécifiques.

Article 14 :

Les primes et avantages alloués aux membres de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics sont fixés par un arrêté du Ministre en charge des Finances.

Article 15 :

Les ressources nécessaires au fonctionnement de la Cellule de Contrôle des Marchés Publics sont imputables au budget de l'Autorité contractante.

Article 16 :

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature et sera publié partout où besoin sera.

Fait à Cotonou, le 12 octobre 2017



Marie Odile ATTANASSO

AMPLIATIONS :

ORIGINAL 01 ; PR 01 ; SGG 01 ; MESRS 02 ; CABINET 02 ; SGM 02 ; DAF 01 ; DPP 02 ; MEF 02 ; ARMP 02 ; DNCMP 02 ; JO 01 ; ARCHIVES 01.